

SERVICE PUBLIC FEDERAL JUSTICE

[2003/09097]

**Loi du 15 mai 1987 relative aux noms et prénoms
Publication**

Par arrêté royal du 28 janvier 2003 :

M. Kazadi Dibula, né à Mbuji-Mayi (Zaïre) le 3 mars 1966;

Mlle Kazadi Dibula, Elise Bakaji Jacqueline Nathalie, née à Ixelles le 10 novembre 1997,

tous deux demeurant à Berchem-Sainte-Agathe,

ont été autorisés, sauf opposition en temps utile sur laquelle il sera statué, à substituer à leur nom patronymique celui de « Kazadi », après l'expiration du délai de 60 jours à compter de la présente insertion.

FEDERALE OVERHEIDSDIENST JUSTITIE

[2003/09097]

**Wet van 15 mei 1987 betreffende de namen en voornamen
Bekendmaking**Bij koninklijk besluit van 28 januari 2003, is machtiging verleend aan :
de heer Kazadi Dibula, geboren te Mbuji-Mayi (Zaïre) op 3 maart 1966;

Mej. Kazadi Dibula, Elise Bakaji Jacqueline Nathalie, geboren te Elsene op 10 november 1997,

beiden wonende te Sint-Agatha-Berchem,

om, behoudens tijdig verzet waarover zal beslist worden, hun geslachtsnaam in die van « Kazadi » te veranderen, na afloop van 60 dagen te rekenen van deze bekendmaking.

SERVICE PUBLIC FEDERAL FINANCES

Administration du cadastre, de l'enregistrement et des domaines*Publication prescrite par l'article 770
du Code civil*

[2002/54061]

Succession en déshérence de Reynders, Josephina Emilia

Josephina Emilia Reynders, célibataire, née à Vorst le 14 juin 1930, domiciliée à Anvers, district Anvers, Arsenaalstraat 12, bus 11, est décédée à Anvers, district Anvers, le 24 octobre 1997, sans laisser de successeur connu.

Avant de statuer sur la demande de l'Administration de la T.V.A., de l'enregistrement et des domaines tendant à obtenir, au nom de l'Etat, l'envoi en possession de la succession, le tribunal de première instance à Anvers a, par jugement du 9 septembre 2002, ordonné les publications et affiches prescrites par l'article 770 du Code civil.

Anvers, le 4 novembre 2002.

Pour le directeur régional de l'enregistrement, le directeur,
E. Woussen.

(54061)

FEDERALE OVERHEIDSDIENST FINANCIEN

Administratie van het kadaster, registratie en domeinen*Bekendmaking voorgeschreven bij artikel 770
van het Burgerlijk Wetboek*

[2002/54061]

Erfloze nalatenschap van Reynders, Josephina Emilia

Josephina Emilia Reynders, ongehuwd, geboren te Vorst op 14 juni 1930, wonende te Antwerpen, Arsenaalstraat 12, bus 11, is overleden te Antwerpen, district Antwerpen, op 24 oktober 1997, zonder bekende erfopvolger na te laten.

Alvorens te beslissen over de vraag van de Administratie van de BTW, registratie en domeinen, namens de Staat, tot inbezitstelling van de nalatenschap, heeft de rechtbank van eerste aanleg van Antwerpen, bij vonnis van 9 september 2002, de bekendmakingen en aanplakkingen voorgeschreven bij artikel 770 van het Burgerlijk Wetboek bevolen.

Antwerpen, 4 november 2002.

Voor de gewestelijke directeur, de directeur,
E. Woussen.

(54061)

SERVICE PUBLIC FEDERAL INTERIEUR

[C - 2003/00082]

29 JANVIER 2003. — Circulaire GPI 15^{quater} portant des éclaircissements en ce qui concerne l'application de la réglementation sur la position juridique en matière d'engagement externe de personnel CALog dans la police intégrée, structurée à deux niveaux

A Madame et Messieurs les Gouverneurs de Province,

A Madame le Gouverneur de l'arrondissement administratif de Bruxelles-Capitale,

A Mesdames et Messieurs les Bourgmestres,

Au Commissaire général de la police fédérale,

Aux Chefs de corps de la police locale.

Pour information:

Au président de la Commission permanente de la police locale,

Au Directeur général de la Police générale du Royaume,

A Mesdames et Messieurs les Commissaires d'arrondissement.

Madame, Monsieur le Gouverneur,

Madame, Monsieur le Bourgmestre,

Monsieur le Commissaire général,

Madame, Monsieur le Chef de corps,

Depuis les accords Octopus, la police de notre pays est en perpétuel mouvement. J'attends de cette police qu'elle soit une organisation à la recherche d'une constante amélioration afin de pouvoir s'adapter de manière permanente à l'évolution des besoins. J'attends également qu'elle remette les processus et les procédures continuellement en question et qu'elle puisse, au besoin, y apporter les corrections nécessaires pour tendre le plus possible vers des prestations efficaces et efficientes.

FEDERALE OVERHEIDSDIENST BINNENLANDSE ZAKEN

[C - 2003/00082]

29 JANUARI 2003. — Omzendbrief GPI 15^{quater} houdende verduidelijkingen inzake de toepassing van de rechtspositieregeling betreffende de externe werving van CALog-personeel in de geïntegreerde politie, gestructureerd op twee niveaus

Aan Mevrouw en Heren Provinciegouverneurs,

Aan Mevrouw de Gouverneur van het administratief arrondissement Brussel-Hoofdstad,

Aan de Dames en Heren Burgemeesters,

Aan de Commissaris-generaal van de federale politie,

Aan de Korpschefs van de lokale politiekorpsen.

Ter informatie:

Aan de Voorzitter van de Vaste Commissie van de lokale politie,

Aan de Directeur-generaal van de Algemene Rijkspolitie,

Aan de Dames en Heren Arrondissementscommissarissen.

Mevrouw, Mijnheer de Gouverneur,

Mevrouw, Mijnheer de Burgemeester,

Mijnheer de Commissaris-generaal,

Mevrouw, Mijnheer de Korpschef,

Sinds de Octopusakkoorden is de politie in dit land onophoudelijk in beweging. Van deze politie verwacht ik dat zij een verbeteringsgerichte organisatie is die zich permanent aan evolverende noden en behoeften kan aanpassen en de processen en procedures voortdurend in vraag stelt en zonodig kan bijsturen om ze beter af te stemmen op de meerwaarde van een effectieve en efficiënte dienstverlening.

1. Eclaircissements relatifs à l'application de la réglementation sur la position juridique en matière d'engagement externe de personnel CALog dans la police intégrée, structurée à deux niveaux

Ces derniers mois, des évolutions importantes se sont à nouveau produites en ce qui concerne la mise en œuvre efficace du personnel du cadre administratif et logistique (personnel CALog en abrégé).

Suite à ces nouvelles évolutions, la police fédérale a, dans le cadre de son rôle d'appui aux corps de police locale, formulé des propositions d'amélioration, que je peux soutenir en tant qu'autorité. Vous constaterez qu'elles ont pour but de mettre à la disposition de toutes les autorités responsables des instruments flexibles afin de pouvoir procéder rapidement, dans le cadre de référence du PJPol, au recrutement externe de personnel CALog compétent et par là, indirectement, de permettre à davantage de fonctionnaires de police d'effectuer des prestations dans des tâches spécifiquement policières.

1.1. Evolutions importantes

1.1.1. Comme je l'ai annoncé dans la circulaire GPI 15, trois cycles de mobilité ont été organisés en 2002. La direction de la mobilité et de la gestion des carrières (DPM en abrégé) de la police fédérale a analysé à fond les tendances de la mobilité sur la base de 2 cycles quasiment terminés et a formulé des propositions d'amélioration. En ce qui concerne la mise en œuvre efficace du personnel CALog, ces tendances nous amènent en permanence à porter notre attention de manière accrue sur les engagements externes qui doivent nécessairement suivre un cycle de mobilité et permettre de pourvoir à l'occupation des emplois qui n'ont pas pu être attribués via la mobilité.

1.1.2. Du 10 au 13 décembre 2002, la direction du recrutement et de la sélection (DPR en abrégé) de la police fédérale a organisé avec beaucoup de succès les examens de statutarisation du personnel CALog de la police pour tous les niveaux. Maints candidats externes ont également participé à cette épreuve fonctionnelle. Ces candidats s'étaient inscrits pour les nombreux emplois (garantis) publiés au *Moniteur belge* du 12 octobre 2002. L'examen constituait, pour eux, la première des quatre étapes obligatoires à passer. Les étapes suivantes auront lieu dans le premier trimestre de 2003.

1.2. Mesures permanentes visant une approche plus intégrée du recrutement externe du personnel CALog des services de police

1.2.1. Les points précédents m'amènent directement à la décision suivante. Depuis la clôture des inscriptions à l'examen de statutarisation le 6 novembre 2002 pour les candidats internes et externes, des candidats ont, d'une part, sans aucun doute encore été engagés sur base contractuelle au sein des corps de police locale et des services et directions de la police fédérale (par le biais des procédures décrites dans les hypothèses 2.2.3 à 2.2.5 de la circulaire GPI 15bis et de la note d'exécution de DPR du 17 juillet 2002), mais des emplois ont, d'autre part, certainement encore été ouverts, soit parce qu'il n'y avait pas suffisamment de candidats ou que les candidats n'étaient pas suffisamment aptes dans le deuxième cycle de mobilité, soit en raison du départ (im)prévu de membres du personnel aptes. En ce qui concerne la première catégorie, ces membres du personnel nouvellement engagés peuvent certes participer au prochain tour de la statutarisation en 2003. Pour ce qui est de la deuxième situation, j'en suis arrivé à penser que l'outil de recrutement flexible qu'offre la circulaire GPI 15bis, s'est avéré très utile dans de telles situations, tant pour la police locale que fédérale, et qu'il vaut donc mieux le maintenir jusqu'à nouvel ordre et dans le cadre de référence du besoin urgent en personnel compétent, ainsi que le signale déjà la circulaire GPI 15bis.

1. Verduidelijkingen inzake de toepassing van de rechtspositieregeling betreffende de externe werving van CALog-personeel in de geïntegreerde politie, gestructureerd op twee niveaus

De voorbije maanden hebben zich, wat het doeltreffend inzetten van het personeel van het administratief en logistiek kader (afgekort als CALog-personeel) betreft, opnieuw belangrijke evoluties voorgedaan.

Naar aanleiding van deze nieuwe evoluties, heeft de federale politie, vanuit haar rol als steun aan de korpsen van lokale politie, verbeteringsvoorstellen geformuleerd die ik als overheid kan bijtreden. U zal vaststellen dat zij tot doel hebben alle verantwoordelijke overheden over flexibele instrumenten te laten beschikken om binnen het referentiekader van het RPPol snel tot externe werving van bekwaam CALog-personeel over te gaan en aldus onrechtstreeks meer politieambtenaren vrij te maken voor effectief politiewerk.

1.1. Belangrijke evoluties

1.1.1. Drie mobiliteitscycli werden, zoals aangekondigd in de omzendbrief GPI 15, in 2002 georganiseerd. De directie van de mobiliteit en het loopbaanbeheer (hierna DPM) van de federale politie heeft de tendensen van de mobiliteit op basis van 2 quasi afgewerkte cycli grondig geanalyseerd en heeft verbeteringsvoorstellen gedaan. Wat het doeltreffend inzetten van het CALog-personeel betreft, nopen deze tendensen op blijvende wijze tot een verhoogde aandacht voor de externe werving die een mobiliteitscyclus noodzakelijkerwijze moet volgen voor de invulling van die ambten die via de mobiliteit niet konden worden bevestigd.

1.1.2. Van 10 tot 13 december 2002 werden door de directie van de rekrutering en van de selectie (hierna DPR) van de federale politie op zeer succesvolle wijze de statutariseringsexamens voor het CALog-personeel van de politie voor alle niveaus georganiseerd. Aan deze functionele beroepsproef namen ook talrijke externe sollicitanten deel. Deze kandidaten hadden zich ingeschreven voor de talrijke (gegarandeerde) ambten die in het *Belgisch Staatsblad* van 12 oktober 2002 waren aangekondigd. De proef hield voor hen de eerste van vier verplicht af te leggen etappes in. De volgende etappes zullen voor hen plaatsvinden in het eerste trimester van 2003.

1.2. Blijvende maatregelen tot een meer geïntegreerde aanpak van de externe werving van het CALog-personeel van de politiediensten

1.2.1. De vorige items brengen mij onmiddellijk tot volgende beslissing. Sinds het afsluiten van de inschrijving voor het statutariseringsexamen op 6 november 2002 voor interne en externe kandidaten, zijn binnen de korpsen van lokale politie en diensten en directies van de federale politie ongetwijfeld nog sollicitanten in dienst genomen op contractuele basis (via de procedures beschreven in de hypothese 2.2.3 tot 2.2.5 van de omzendbrief GPI 15bis en de uitvoeringsnota van DPR van 17 juli 2002) enerzijds, maar zijn ongetwijfeld nog ambten opgevallen wegens hetzij onvoldoende of niet voldoende bekwame kandidaten in de tweede mobiliteitscyclus, hetzij wegens (on)verwachte vertrekken van competente personeelsleden anderzijds. Wat de eerste categorie betreft, kunnen deze nieuw in dienst genomen personeelsleden uiteraard deelnemen aan de volgende statutariseringsronde in 2003. Wat de tweede situatie betreft, ben ik tot het inzicht gekomen dat de flexibele wervingstool die de omzendbrief GPI 15bis biedt, in dergelijke situaties heel bruikbaar is gebleken, zowel voor de lokale als de federale politie en aldus best kan bestendig worden tot nader bericht en binnen het referentiekader van de hoogdringende nood aan competentie, zoals het in de omzendbrief GPI 15bis reeds werd aangebracht.

1.2.2. La décision suivante est du même ordre. Vous savez que dans le cadre des emplois CALog statutaires déclarés vacants au *Moniteur belge* du 12 octobre 2002, les candidats externes ont dû postuler pour des emplois explicitement mentionnés. Ceci comporte bien entendu le risque que des candidats très motivés ne puissent être pris en considération pour les emplois qui les intéressaient parce que l'emploi doit être attribué à un autre candidat. Eh bien, je me retrouve dans une solution qui permet à ces candidats, sur la base de la réussite de l'épreuve cognitive de leur niveau (A, B, C ou D), qui constitue une partie de l'examen statutaire pour externes au sens large, de poser à nouveau leur candidature à des emplois qui seront annoncés par le biais de l'outil de recrutement entre-temps maintenu, la GPI 15bis, sur le site web www.jobpol.be de DPR et d'être ajoutés à la liste des lauréats qui sera communiquée au chef de corps ou directeur pour l'entretien de sélection. De cette manière, des candidats compétents seront pris en considération pour des emplois intéressants au sein de la police et engagés en tant que personnel contractuel. Le prochain tour de la statutarisation en 2003 leur ouvrira, certes, des perspectives.

1.2.3. Une même solution peut être offerte à des candidats externes qui constatent que l'emploi, mentionné au *Moniteur belge* du 12 octobre 2002, a entre-temps été supprimé (par ex. à la demande d'un conseil de police ou d'un conseil communal parce que leur tableau organique du personnel n'a pu être complètement honoré ou parce qu'un emploi spécifique ne semble entre-temps plus utile ou parce que le besoin en personnel compétent nécessitait une occupation plus rapide de l'emploi sur base contractuelle). C'est également le prix à payer par une organisation policière qui entend réagir avec souplesse à des changements de circonstances. Des perspectives peuvent être offertes à ces candidats en les engageant sur base contractuelle, ainsi que le vise le point 1.2.2. Il n'est pas impossible qu'ils s'aperçoivent ainsi que cette opportunité est bien meilleure que leur choix initial.

2. Inspection générale de la police fédérale et de la police locale

Les circulaires relatives à la mobilité et au recrutement externe de CALog s'appliquent mutatis mutandis à l'inspection générale de la police fédérale et de la police locale (AIG), où l'inspecteur général remplit le rôle du commissaire général.

Le Ministre,
A. DUQUESNE

1.2.2. Een volgende beslissing is van dezelfde orde. U weet dat de externe sollicitanten in het raam van de vacant verklaarde statutaire CALog-ambten in het *Belgisch Staatsblad* van 12 oktober 2002 hebben moeten solliciteren voor expliciet vermelde betrekkingen. Dit houdt uiteraard een risico in dat heel gemotiveerde sollicitanten niet in aanmerking kunnen worden genomen voor de ambten waarvoor ze interesse hadden omdat het ambt aan een andere kandidaat wordt toegewezen. Welnu, ik kan me vinden in een oplossing waarbij dergelijke sollicitanten op basis van hun welslagen voor de cognitieve proef van hun niveau (A, B, C of D), als onderdeel van het statutair examen sensu lato voor externen, opnieuw kunnen kandideren voor betrekkingen die via de intussen bestendigde wervingstool GPI 15bis worden aangekondigd op de website www.jobpol.be van DPR en toegevoegd worden aan de lijst van geslaagde kandidaten die aan de korpschef of directeur wordt meegedeeld voor het selectie-interview. Op deze wijze komen competente sollicitanten in aanmerking voor aantrekkelijke betrekkingen binnen de politie en komen zij, weliswaar als contractuele personeelsleden, in dienst. En de volgende statutariseringsronde in 2003 opent voor hen uiteraard perspectieven.

1.2.3. Eenzelfde oplossing kan worden geboden aan externe sollicitanten die vaststellen dat het ambt, opgenomen in het *Belgisch Staatsblad* van 12 oktober 2002, intussen werd geschrapt (b.v. op vraag van een politieraad of gemeenteraad omdat hun personeelsformatie niet volledig kon worden gehonoreerd of omdat een specifiek ambt intussen niet meer dienstig lijkt voor de politie of omdat de nood aan competentie een snellere invulling van het ambt op contractuele basis noodzaakte). Ook dit is de tol, die een politieorganisatie die soepel wil inspelen op veranderende omstandigheden, moet betalen. Aan deze kandidaten kunnen perspectieven worden geboden door hen eveneens in de contractuele werving, zoals bedoeld in punt 1.2.2. te betrekken. Het is niet ondenkbaar dat zij op deze wijze zelfs een betere opportuniteit vaststellen dan hun initiële keuze.

2. Algemene Inspectie van de federale politie en van de lokale politie

De omzendbrieven betreffende de mobiliteit en de externe werving CALog zijn mutatis mutandis toepasselijk op de Algemene Inspectie van de federale politie en van de lokale politie (AIG), waar de inspecteur-generaal de rol van de commissaris-generaal vervult.

De Minister,
A. DUQUESNE

SERVICE PUBLIC FEDERAL EMPLOI, TRAVAIL ET CONCERTATION SOCIALE

[C - 2003/12073]

Dépôt de conventions collectives de travail

Les conventions collectives de travail désignées ci-après ont été déposées au Greffe de l'Administration des relations collectives de travail au Service public fédéral Emploi, Travail et Concertation sociale.

Les textes des conventions déposées au greffe sont disponibles sur le site Internet du Service public fédéral Emploi, Travail et Concertation sociale. Ceux-ci peuvent également être imprimés gratuitement.

On peut toutefois se faire délivrer des copies certifiées conformes de ces conventions moyennant le paiement préalable d'une redevance de 1 EUR par page. La délivrance de reproduction partielle n'est pas autorisée.

La redevance est payable entre les mains de l'agent du greffe désigné à cet effet.

Elle peut aussi être versée, préalablement à la délivrance des documents au compte postal n° 679-2005847-81, conventions collectives de travail », en mentionnant les numéros d'enregistrement des conventions souhaitées.

Adresse : rue Belliard 51, à 1040 Bruxelles, local B456.

Téléphone : 02-233 41 48 et 41 49 de 9 à 12 heures.

Télécopie : 02-233 41 45.

Courriel : arc@meta.fgov.be

Site Internet : <http://www.meta.fgov.be>

FEDERALE OVERHEIDSDIENST WERKGELEGENHEID, ARBEID EN SOCIAAL OVERLEG

[C - 2003/12073]

Neerlegging van collectieve arbeidsovereenkomsten

De hierna vermelde collectieve arbeidsovereenkomsten werden neergelegd ter Griffie van de Administratie van de collectieve arbeidsbetrekkingen van de Federale Overheidsdienst Werkgelegenheid, Arbeid en Sociaal Overleg.

De teksten van de ter griffie neergelegde collectieve arbeidsovereenkomsten zijn beschikbaar op de website van Federale Overheidsdienst Werkgelegenheid, Arbeid en Sociaal Overleg. Zij kunnen eveneens gratis afgeprint worden.

Er kunnen evenwel voor eensluidend verklaarde afschriften van deze overeenkomsten worden verkregen mits voorafgaande betaling van een retributie van 1 EUR per bladzijde. Het afleveren van delen van kopies wordt niet toegestaan.

De retributie is te betalen in handen van het daartoe afgevaardigd personeelslid van de griffie.

Zij mag ook, voor de uitreiking van de documenten, worden gestort op postrekening nr. 679-2005847-81, Collectieve arbeidsovereenkomsten », met vermelding van de registratienummers van de gewenste overeenkomsten.

Adres : Belliardstraat 51, te 1040 Brussel, lokaal B456.

Telefoon : 02-233 41 48 en 41 49 van 9 tot 12 uur.

Fax : 02-233 41 45.

E-mail : aca@meta.fgov.be

Internetsite : <http://www.meta.fgov.be>